



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES POUR UN MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

1. DISPOSITIONS GENERALE

1.1. MAITRISE D'OUVRAGE

L'opération est effectuée pour le compte du maître d'ouvrage suivant :

**MAIRIE DE CASTELNAU-DE-MEDOC
20, RUE DU CHATEAU
33480 CASTELNAU DE MEDOC
Tél. : 05 56 58 21 50 /Fax : 05 56 58 18 10
Adresse électronique : contact@mairie-castelnau-medoc.fr**

La personne responsable du marché est Monsieur Eric ARRIGONI, Maire de CASTELNAU-DE-MEDOC.
Le représentant de la collectivité ou de l'établissement public est compétent pour signer le marché.

1.2. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'opération dite :

**Délocalisation de La Poste
33480 CASTELNAU DE MEDOC**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

1.3. DECOMPOSITION EN LOTS DE TRAVAUX

Les travaux sont répartis en lots dont la liste figure dans le règlement de consultation, au chapitre CONDITIONS DE LA CONSULTATION.

1.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES DE TRAVAUX

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'ouvrage étant réalisé en une seule fois.

1.5. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.6. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

2. MAITRISE D'OEUVRE

2.1. CADRE LEGAL

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission conforme à la loi MOP du 12 juillet 1985, modifiée par la loi du 1^{er} décembre 1988 et complétée par :

- Le décret du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé,
- Le décret du 29 novembre 1993 relatif au contrat de conception-réalisation confié par un maître d'ouvrage public à une personne ou à un groupement de droit privé,
- L'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

CoCo architecture
Claudia Staubmann architecte
La Touille - BP 9
24250 CENAC
Tel. 05 53 31 10 42 Email: dordogne@cocoarchitecture.fr
rcs 481 595 288 00038

Architecte mandataire inscrit à l'Ordre Régional des Architectes de la Région AQUITANE sous le numéro AQU01027 et à l'Ordre National des Architectes sous le n° S10241.

OTCE
Chistian Raoust
Agence de Bègles
126 Rue des Quatre Castéra
33130 BEGLES
Tél : 05 56 49 11 12
Siret : 341 724 052 00038
otce.aquitaine@otce.fr

2.2. MISSIONS DE LA PHASE « ETUDES »

En phase « études », la mission du maître d'œuvre comprend les éléments suivants :

- **Les études d'avant projet sommaire (APS)**
- **Les études d'avant projet définitif (APD)**
- **Les études de projet (PRO)**

2.3. MISSIONS DE LA PHASE « TRAVAUX »

En phase « travaux », la mission du maître d'œuvre comprend les éléments suivants :

- **L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT),**
- **Le visa des études d'exécution (VISA)**
- **La direction de l'exécution du contrat de travaux (DET),**
- **L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).**

2.4. MISSIONS COMPLEMENTAIRES

- **La mission Ordonnancement Pilotage et coordination (OPC)**

3. COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

3.1. CADRE LEGAL

La mission globale du coordonnateur SPS pour cette opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

Plusieurs entreprises intervenant sur le chantier, une mission de SPS de troisième catégorie est nécessaire. La mission de coordinateur SPS est assurée par :

QUALICONSULT SECURITE
Fabrice FAUX
Technoclub – Bât. C
Avenue de l'Hippodrome
33170 GRADIGNAN

3.2. MISSIONS POUR UNE OPERATION DE 1° CATEGORIE

Sans objet.

3.3. MISSIONS POUR UNE OPERATION DE 2° CATEGORIE

Sans objet.

3.4. MISSIONS POUR UNE OPERATION DE 3° CATEGORIE

L'opération étant classée en 3e catégorie, la mission de coordonnateur SPS comprend les éléments suivants :

3.4.1. Phase Conception

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Assistance au maître d'ouvrage le cas échéant pour établir la Déclaration Préalable,
- Elaboration du Plan Général de Coordination (PGC) défini aux articles L.235.6 et R238.20 à R.238.25,
- Création et tenue du Registre Journal (RJ) de la coordination défini à l'article R.238.19,
- Constitution et mise au point du Dossier d'Intervention Ulérieure (DIU) sur l'ouvrage, défini aux articles L.235.15 et R.238.37 à R238.39,
- Examen des dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

3.4.2. Phase Réalisation

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, où sont traités la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Mise à jour et tenue du Registre Journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération, définies à l'article R.238.19,
- Mise à jour du Plan Général de Coordination, conformément à l'article R.238.23,
 - Harmonisation et diffusion des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), dus par les entreprises, conformément aux articles L.235.7 et R.238.28,
- Mise à jour et adaptation du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'ouvrage, définies aux articles L.235.1 et R.238.37 à R.237.30 et remise finale contre procès verbal, accompagné du dossier de maintenance des lieux de travail fourni par le maître d'ouvrage (art R.235.5)

4. CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R.111-29 à 111-42 du C.C.H. (Code de la Construction et de l'Habitation), issus du titre II de la Loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans les domaines de la construction et de son décret d'application n° 78-1146 du 7 décembre 1978. Cette mission sera conforme aux prescriptions de la Charte des Contrôleurs Techniques et Maîtres d'ouvrage du 25 février 1992.

La mission de contrôle technique est assurée par:

QUALICONSULT SECURITE
Renaud MOLINIER
Technoclub _ Bât. C_ Avenue de l'Hippodrome
33170 GRADIGNAN
Tél : 05.57.35.46.35 - Fax : 05.57.35.46.36

5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

5.1. PIECES PARTICULIERES

Pièces contenues dans le dossier de consultation des entreprises comprenant :

. Les pièces administratives :

- Acte d'engagement (AE),
- Règlement de Consultation (RC),
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),

. Les pièces écrites :

- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Décomposition des prix forfaitaires (DPF), au format Excel et Pdf

. Les pièces graphiques :

- * Plan Architecturaux comprenant état de lieux, démolition en plan et façade, projet en plans, coupes et façade.
- * Plans de projet Gros-œuvre
- * Plans de projet Charpente
- * Plans de projet Plomberie

. Les pièces complémentaires :

- * PPCSPS
- * RICT
- * rapport termites / plomb
- * rapport amiante
- * plan électricité (hors marché)
- * plan cvc (hors marché)

NOTE : En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité. Les pièces écrites priment les documents graphiques. Les spécifications non portées au C.C.T.P. mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du C.C.T.P.

5.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au § 6.2.2. :

- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère en charge de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports,
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,

- Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S-D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.

5.3. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège de la MAIRIE DE CASTELNAU DE MEDOC, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

6. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

6.1. CONTENU DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX DE REGIE

6.1.1. Les prix du marché sont hors T.V.A et établis

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites ci-après

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Température extérieure	<=-5°C	Demi-journée
Hauteur de précipitation	>=10mm	De 7 :00 à 18.00
Vent	>=80km/h	Demi-journée
Neige	>=5cm	Demi-journée

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.

Les prix afférents au lot assigné du mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier.

6.1.2. Prestations fournies par le maître d'ouvrage

Sans objet

6.1.3. Règlement des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

6.1.4. Sous détail ou décomposition du prix

Sans objet

6.1.5. Travaux en règle

Sans objet

6.1.6. Modalités de règlement des comptes et du solde

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- Les projets de décomptes seront présentés au Maître d'œuvre conformément au modèle qui sera éventuellement remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.
- Les travaux seront constatés et réglés au fur et à mesure de leur réalisation, la périodicité du versement des acomptes et du solde étant de 30 jours.

En cas de dépassement du délai contractuel de paiement, le taux des intérêts moratoires applicables est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir, augmenté de deux points.

6.1.7. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, l'entrepreneur pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine 40% (quarante %) de la valeur "fourniture" des matériels correspondants,
- pour des matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée 50% (cinquante%) de la valeur "fourniture".

6.1.8. Approvisionnements

Il ne sera pas prévu le versement d'acomptes sur approvisionnements de matériaux ou matériels sur chantier.

6.2. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

6.2.1. Evolution des prix

Les prix unitaires sont fermes et non révisables.

6.2.2. Mois d'établissements des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **MAI 2016**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence est choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du (des) marché (s) est l'index national, applicable pour chacun des lots de travaux ci-dessous:

BT03/BT06	Lot 01 DEMOLITION-GROS-ŒUVRE-RAVALEMENT DE FACADE
BT16b/BT 32	Lot 02 CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE
BT19b/BT27	Lot 03 MENUISERIES EXTERIEURES
BT08	Lot 04 PLATRERIE - ISOLATION
BT18a	Lot 05 MENUISERIE INTERIEURE
BT09	Lot 06 CARRELAGE FAIENCE
BT38	Lot 07 PLOMBERIE

Les indices retenus sont ceux publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'équipement de l'aménagement du territoire et des transports et au Moniteur des travaux publics pour l'index et le coefficient B.T.

6.2.4. Modalités de révision des prix

Sans objet.

6.2.5. Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché, d'un coefficient donné par la formule :
$$C_n = I_{d-3} / I_0$$
 dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

6.2.6. Actualisation ou révision des frais de coordination

Sans objet.

6.2.7. Actualisation ou révision provisoire

Sans objet.

6.2.8. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

6.3. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- A l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- A l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

6.4. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS TRAITANTS

6.4.1. Désignation de sous-traitant en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article § 2-41 du CCAG travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2-43 du cahier des clauses administratives générales,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article 129 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
- Le comptable assignataire des paiements.

6.4.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

6.5. DISPOSITIONS FINANCIERES CONCERNANT LES TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet.

7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

7.1. DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et dans le planning OPC.

7.2. PROLONGATION DU/DES DELAI(S) D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux :

- le délai d'exécution des travaux sera prolongé,
 - les délais d'exécution des travaux seront prolongés,
 - la date limite d'achèvement des travaux sera reportée,
 - les dates d'achèvement des travaux seront reportées,
- d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Température extérieure	$\leq -5^{\circ}\text{C}$	Demi-journée
Hauteur de précipitation	$\geq 10\text{mm}$	De 7 :00 à 18.00
Neige	$\geq 5\text{cm}$	Demi-journée
Vent	$\geq 80\text{km/h}$	Demi-journée

7.3. PENALITES POUR RETARD - PRIMES POUR AVANCE

7.3.1. Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux en application à l'article 20 du CCAG et sans préjudice à l'article 49 du CCAG (concernant les mesures coercitives), qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué une pénalité sur confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution, augmenté éventuellement des prolongations de délais visé à l'article 7.2 du présent CCAP.

Dans le cas de travaux en corps d'état séparé, le maître d'ouvrage pourra appliquer à l'entreprise, sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation du planning contractuel d'exécution réelle de ces mêmes travaux contrôlée par le maître d'œuvre une pénalité. Dans tous les cas, le montant des pénalités de retard ne pourra pas excéder 15% du montant du marché.

Dans les deux cas ci dessus, cette pénalité sera égale à 100 € HT par jour calendaire et par tâche.

7.3.2. Pénalités pour absence aux réunions de chantier et de coordination

Les pénalités sont automatiquement appliquées à l'entrepreneur qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux réunions de chantier et de coordination. Dans tous les cas, le montant des pénalités d'absence aux réunions de chantier et de coordination ne pourra pas excéder 15% du montant du marché.

Ces pénalités sont fixées à 50 € HT pour tous retards supérieurs à 15 minutes.

7.3.3. Pénalités pour retard dans la remise de documents nécessaires à la coordination des travaux tous corps d'état

En cas de retard dans la remise de documents, plans ou échantillons nécessaires à l'ordonnancement ou la coordination des travaux et lorsque ce retard aura été stipulé dans un compte rendu de chantier de coordination ou de pilotage, il sera appliqué sur simple constatation et sans mise en demeure préalable une pénalité journalière de 50 € HT. Dans tous les cas, le montant des pénalités de retard dans la remise des documents ne pourra pas excéder 15% du montant du marché.

Cette retenue sera également appliquée en cas de retard dans la remise des plans d'exécution, en période de préparation de chantier telle que visée à l'article 28 du CCAG pouvant provoquer des retards dans la remise des autres plans d'exécution.

7.3.4. Primes pour avance

Sans objet.

7.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas pris en compte dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 2 jours (deux jours) comptés de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites au frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité de 1/300ème du montant TTC de l'ensemble du marché initial complété par les avenants et revalorisations éventuelles par jour calendrier de retard.

7.5. DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 2/100ème du montant TTC du marché compris avenants et revalorisation sera opérée, dans les conditions stipulées dans l'article 20-6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Les plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG devront être remis au maître d'oeuvre un mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux. En cas de retard, une retenue égale à 2/1000ème du montant TTC du marché compris avenants et revalorisations sera opérée par jour calendrier, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET SURETE
--

8.1. CAUTIONNEMENT

Sans objet

8.2. AVANCE FORFAITAIRE

Il n'y aura pas d'avance forfaitaire.

8.3. AVANCE FACULTATIVE

Des avances peuvent être versées à l'entrepreneur sur demande accompagnée de toutes pièces justificatives. Elles sont destinées à lui rembourser les dépenses qu'il a dû engager pour assurer la préparation du chantier.

Le montant de l'avance ne peut excéder vingt pour cent (20%) du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche.

Le mandatement des avances intervient au fur et à mesure de l'amenée des matériels sur le chantier, sous réserve que l'entrepreneur bénéficiaire de ce mandatement ait constitué une garantie à première demande l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Le remboursement des avances est opéré par prélèvement sur les sommes à payer au titre des acomptes mensuels : la valeur en prix de base de chaque prélèvement correspond à un pourcentage du montant en prix de base de chaque acompte qui est fixé par le maître d'œuvre de façon que la totalité des avances consenties soit remboursée au plus tard à la fin des travaux.

Toutefois, au cas où l'entrepreneur serait amené à retirer du chantier en cours d'exécution, tout ou partie du matériel ayant donné lieu à paiement d'avances, le reliquat de l'avance correspondant à ce matériel serait retenu intégralement sur le premier décompte mensuel établi après enlèvement du matériel concerné.

8.4. RETENUE DE GARANTIE

Il est rappelé aux entreprises que la possibilité d'une réception des travaux « lot par lot » a été exclue par la Commission Centrale des Marchés. En conséquence, la réception des travaux aura lieu de façon unique, le même jour pour l'ensemble des entreprises intervenues sur le chantier.

Les paiements seront amputés d'une retenue de garantie de 5 % du montant TTC des travaux.

Toutefois, la retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire du marché par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier agréé.

Cette caution sera constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remettra la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle sera complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée et le titulaire perdra jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie sera remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution seront libérées, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

9. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé dans les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

9.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

9.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.3.1. Compléments et dérogations au CCAG

Le CCTP définit des compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTP concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

9.3.2. Vérifications de fabrication

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

9.3.3. Essais complémentaires

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

9.3.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.

Sans objet

10. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet.

11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX - PERIODE DE PREPARATION

Il est fixé une période de préparation, elle est incluse dans le délai d'exécution. Sa durée est de deux semaines à compter du début du délai d'exécution des travaux de maçonnerie et démolitions. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du Maître d'Oeuvre : établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 7.2 du présent C.C.A.P., et élaboration et mise au point du calendrier d'exécution en liaison avec les entrepreneurs.
- par les soins de l'entrepreneur : établissement et présentation au visa du Maître d'Oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires) prescrit(s) par l'article 28.2 du C.C.A.G., fourniture des PPSPS.

11.2. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

Les plans d'atelier et de chantier des ouvrages de structure et des lots techniques seront établis par les entreprises ou leur bureau d'études. Ils seront soumis à l'architecte et au Bureau de contrôle pour approbation avant tout début d'exécution, cette approbation ne concernant que la conformité ou l'adaptation au projet architectural et ne diminuant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

L'entreprise doit se conformer au planning des travaux et soumet à l'accord de la maîtrise d'œuvre:

- Plans des réservations
- Dispositions particulières concernant le passage du matériel et son stockage pendant la durée du chantier
- Plans généraux des installations par phases d'avancement comportant toutes les indications nécessaires à une parfaite coordination
- Les notes de calculs définitives.

Les dimensions du présent cahier des prescriptions particulières sont données à titre indicatif, elles devront être vérifiées par l'entrepreneur avant toute exécution.

11.3. ORGANISATION, ET SECURITE DES CHANTIERS

Une attention particulière sera apportée aux ouvrages existants conservés.

11.3.1. Installations à la charge de l'entreprise

Les installations de chantier sont réalisées par l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre en suivant le CCTP.

11.3.2. Signalisation de chantier

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur du lot **Gros-Œuvre**.

11.3.3. Restrictions de l'écoulement des eaux

Sans objet

11.3.4. Explosifs

Sans objet

11.3.5. Usage des voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG, sont à respecter par l'entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux.

12. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

12.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

12.1.1. Essais et contrôles prévus au CCTG ou au CCTP

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP seront exécutés :

- Sur le chantier par laboratoire agréé ou bureau de contrôle si présent ou l'architecte.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles.

12.1.2. Essais complémentaires

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

12.2. RECEPTION

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 (vingt) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

12.3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGES

Sans objet.

12.4. MISE A DISPOSITION DU MAITRE DE L'OUVRAGE DE CERTAINS OUVRAGES

Sans objet.

12.5. DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

12.6. DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

12.7. GARANTIES PARTICULIERES

12.7.1. Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 15 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits et matériaux employés ou des conditions d'exécution.

12.7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection par des structures métalliques pendant un délai de 15 ans et son aspect pendant un délai de 15 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux

employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG et le CCTP.

12.7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, vernis, etc.) appliqué sur boiseries extérieures et son aspect pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant un délai fixé, à effectuer ou faire effectuer sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis :

- par le CCTG - fascicule G.P.E.M./P.V.-P62 (Décision n° G1-84),
- par le CCTP.

12.7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrureries

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué sur serrureries et maçonnerie extérieure et son aspect pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant un délai fixé, à effectuer ou faire effectuer sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis :

- par le CCTG - fascicule G.P.E.M./P.V.-P63 (Décision n° G1-84),
- par le CCTP.

12.7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

SANS OBJET

12.8. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

13. MESURE D'ORDRE SOCIAL

13.1. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

13.2. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

L'entrepreneur devra fournir au moins une fois par trimestre l'attestation de règlement de ses cotisations auprès de l'URSSAF, sous peine de suspension de règlement. Il est rappelé que l'emploi de travailleurs clandestins est formellement interdit et entraînerait de plein droit la résiliation du présent marché à charge de l'entrepreneur fautif, le maître d'ouvrage se réservant dans ce cas tous droits de recours et de dommages et intérêts à son encontre.

L'entrepreneur aura l'obligation de fournir dès réception de l'ordre de service de demande de travaux, la liste complète des salariés affectés au chantier avec la justification de la régularité de leur emploi. Tout changement de salarié affecté au chantier devra être immédiatement signalé au maître de l'ouvrage et les justificatifs de la régularité de l'emploi des nouveaux salariés fournis.

De même, dans l'hypothèse où l'entrepreneur chargé d'un lot de travaux sous-traiterait, avec l'accord du maître d'ouvrage, tout ou partie de celui-ci, il devrait alors en aviser immédiatement le maître d'ouvrage en communiquant copie du marché de sous-traitance, et en fournissant la liste des travailleurs affectés par le sous-traitant au chantier, et la justification de leur emploi régulier.

Le maître d'ouvrage aura la faculté d'interdire à toute entreprise qui ne respecterait pas la présente clause l'accès au chantier, et ce, sans préjudice de la faculté de résiliation de plein droit prévue au contrat.

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

14.1. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogation à l'article du C.C.A.G	Apporté par l'article du C.C.A.P.
20	4.3 (en ce qu'il fixe des pénalités non prévues au CCAG)
20.1	7.3.1 (en ce qu'il fixe un montant de pénalité journalière)
20.1	7.4 (en ce qu'il fixe un délai de repli des Installations)
8.2	11.6+13.12+13.21
41.1	41.1 (en ce qu'il fixe un délai de réception à 20 jours)
8	4.13 (cautionnement occulté suivant décret du 15112/92)

15. VISA

« LU ET ACCEPTE »

Le maître d'œuvre:

Le..... (cachet et signature)

Le maître d'ouvrage :

Le..... (cachet et signature)

L'(Les) entreprise(s) :

Le..... (cachet et signature)